

Anciens et nouveaux OGM ; une initiative populaire a été lancée en Suisse.

Commençons par rappeler la position de ResSources sur la question des OGM, anciens ou nouveaux : nous sommes fondamentalement et farouchement opposés à ces technologies, qui outrepassent ce qu'on peut accepter dans notre rapport au vivant.

Du côté politique, l'automne a été riche en nouveautés : prolongation du moratoire jusqu'en décembre 2027, annonce du Conseil fédéral qui prévoit une loi spéciale pour les nouveaux OGM et surtout lancement de l'initiative « pour la protection des aliments » par StopOGM, SAG, BioSuisse, etc.

Lors des discussions auxquelles nous avons été conviés sur la menace des nouveaux OGM, nous étions plutôt favorables à l'idée d'un référendum, une option moins coûteuse en énergie et en argent, ce qui est loin d'être un détail pour les petites structures, mais aussi plus rapidement mis en vigueur qu'une initiative.

Au-delà de cela nous avons l'impression d'avoir à « négocier » les conditions de la défaite avant même que celle-ci ne survienne, et par là d'affaiblir notre position réelle sur les OGM.

L'initiative, si elle se base sur une opposition aux OGM que nous ne pouvons qu'approuver, est centrée sur des exigences en termes d'évaluation des risques et d'élaboration de mesures de « coexistence », ainsi que sur le principe de la liberté de choix du consommateur. Les enjeux qui nous préoccupent le plus sont ailleurs.

Les risques sont bien réels (voir à ce sujet les excellents travaux de StopOGM), mais ils ne constituent qu'une partie de la problématique : notre rejet des OGM est avant tout lié à notre relation au vivant. Celle-ci est-elle fondée sur l'émerveillement et l'humilité et non sur une volonté de contrôle qui va fouiller jusque dans les entrailles des cellules !

La « coexistence » est impossible, et nous avons déjà abordé ce sujet dans une précédente lettre de nouvelles. Nous savons que le « libre choix » du consommateur n'a jamais empêché à toutes sortes de produits discutables de finir sur les rayons des magasins et d'être mangés les yeux fermés.

Le problème est très grave et nous ne voulons pas le réduire à ce que les gens « choisiraient » de mettre dans leur assiette. La liberté de choix du consommateur n'empêchera pas les OGM d'être cultivés, ni de contaminer les champs de ceux qui ne veulent pas travailler avec ça et dans certains cas précis d'atteindre les espèces sauvages. Cela ne les empêchera pas d'exister, de s'étendre, et de défaire notre monde. Liberté de choix du consommateur ? La question n'est pas là.

Nous aimerions beaucoup croire que nos choix et lois sont à même de triompher de la pression des lobbyistes qui pourraient bien avoir pris un certain contrôle de nos institutions et représentants, mais des doutes sont permis... et renforcés par l'expérience, par exemple celle faite durant de la période du Covid.

Selon Transparency International Suisse, « *les 246 membres du Parlement comptent plus de 2000 liens d'intérêts avec 1700 organisations* ». Et nous ne parlons même pas des nombreuses personnes gravitant autour de ce même parlement qui sont « officiellement » des lobbyistes professionnels...

Pour toutes ces raisons, l'angle d'attaque choisi par l'initiative n'est pas le plus adéquat pour nous, Mais les initiants qui se sont engagés dans cette initiative sont, comme nous, opposés aux OGM de toute nature. C'est pourquoi, malgré nos réserves, nous vous transmettons le lien vers le texte à signer.

Vous trouverez aussi dans notre boutique et sur les marchés auxquels nous participons des feuilles de signature sur papier. Affaire à suivre de près !

09.12.2024

Pour ResSources : Estelle Perrenoud & Joël Vuagniaux